

Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	23.04.2024
Thème	Sans restriction
Mot-clés	Politique économique extérieure
Acteurs	Sans restriction
Type de processus	Postulat
Date	01.01.1965 - 01.01.2021

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Ammann, Amando
Bovey, Audrey
Burgos, Elie
Caretto, Brigitte
Eperon, Lionel
Gerber, Jean-Frédéric
Käppeli, Anita
Mach, André
Schnyder, Sébastien
Unbekannt, Autor
Zumbach, David
Zumofen, Guillaume

Citations préféré

Ammann, Amando; Bovey, Audrey; Burgos, Elie; Caretti, Brigitte; Eperon, Lionel; Gerber, Jean-Frédéric; Käppeli, Anita; Mach, André; Schnyder, Sébastien; Unbekannt, Autor; Zumbach, David; Zumofen, Guillaume 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Politique économique extérieure, Postulat, 1984 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 23.04.2024.

Sommaire

Chronique générale	1
Politique étrangère	1
Relations avec d'autres Etats	1
Politique du développement	1
Politique économique extérieure	1
Economie	5
Politique économique	5
Politique structurelle	6
Concurrence	7
Ordre économique	7

Abréviations

WTO	Welthandelsorganisation
SECO	Staatssekretariat für Wirtschaft
APK-SR	Aussenpolitische Kommission des Ständerates
BAG	Bundesamt für Gesundheit
APK-NR	Aussenpolitische Kommission des Nationalrates
EU	Europäische Union
EDA	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
ERG	Exportrisikogarantie
BWL	Bundesamt für wirtschaftliche Landesversorgung
ABC-Waffen	Kernwaffen, biologischen, chemischen oder radiologischen Waffen
IZA	Internationale Zusammenarbeit
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement, heute: Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport (VBS)
TTIP	Transatlantische Handels- und Investitionspartnerschaft
BPS	Bundesgesetz über die im Ausland erbrachten privaten Sicherheitsdienstleistungen
TiSA	Abkommen über den Handel mit Dienstleistungen

OMC	Organisation mondiale du commerce
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
CPE-CE	Commission de politique extérieure du Conseil des Etats
OFSP	Office fédéral de la santé publique
CPE-CN	Commission de politique extérieure du Conseil national
UE	Union européenne
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
GRE	Garantie contre les risques à l'exportation
OFAE	Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays
Armes ABC	Armes atomiques, biologiques, chimiques ou radiologiques
CI	coopération internationale
DMF	Département militaire fédéral, aujourd'hui: Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)
TTIP	Transatlantic Trade and Investment Partnership
LPSP	Loi fédérale sur les prestations de sécurité privées fournies à l'étranger
ACS	Accord sur le Commerce des Services

Chronique générale

Politique étrangère

Politique étrangère

POSTULAT
DATE: 19.06.2020
AMANDO AMMANN

Nationalrat Niklaus Gugger (evp, ZH) forderte den Bundesrat mit seinem Postulat dazu auf, eine «**Strategie der Schweiz für den Umgang mit den afrikanischen Staaten**» für die kommenden zehn Jahren vorzulegen. Der Bundesrat solle einen «Whole of Government»-Ansatz verfolgen und die Aussenpolitik und Entwicklungszusammenarbeit mit Aspekten der Steuerpolitik, der Migrations- und Arbeitsmarktpolitik, der Umwelt- und Klimapolitik sowie der Wirtschaftspolitik verknüpfen. Der Postulant nahm in seiner Begründung Bezug auf den Aussenpolitischen Bericht 2018, in dem verdeutlicht werde, dass ein prosperierender afrikanischer Kontinent im Interesse der Schweiz sei. Auch sei der Fokus auf afrikanische Staaten in der IZA-Botschaft 2021-2024 ein Hinweis darauf, dass Afrika in Zukunft für die Schweiz an Bedeutung gewinnen dürfte. Während die Perspektive des EDA in den vorliegenden Berichten omnipräsent sei, bliebe das Vorgehen der anderen Departemente in Fragen der zukünftigen Afrika-Strategie ausser vor. Der Bundesrat beantragte die Annahme des Postulats, da im Anschluss an die neue Aussenpolitische Strategie 2020-2023 mehrere regionale Strategien, unter anderem auch für Afrika, geplant seien und die Arbeit daran 2020 beginnen werde. in der Sommersession 2020 folgte der Nationalrat der Empfehlung der Exekutive und nahm das Postulat stillschweigend an.¹

Relations avec d'autres Etats

POSTULAT
DATE: 20.06.2014
AUDREY BOVEY

Par le biais du postulat intitulé "**La Suisse à l'heure de l'Asie**", Thomas Aeschi (udc, ZG) demande au Conseil fédéral d'établir un bilan de la coopération de la Suisse avec le continent asiatique. Le rapport en question portera non seulement sur certains aspects économiques – comme, par exemple, la position des entreprises suisses face au développement de l'économie asiatique –, mais s'intéressera également à des thématiques telles que la culture, la formation ou la recherche, dont l'influence sur les relations entre la Suisse et l'Asie est jugée évidente. Selon le Conseil fédéral, la région Asie-Pacifique constitue un "nouveau centre de gravité" à l'échelle mondiale. L'exécutif national se positionne donc en faveur du postulat. Un chapitre y sera consacré dans le rapport de politique extérieure 2015. L'intervention sera finalement classée en juin 2017.²

Politique du développement

POSTULAT
DATE: 21.06.1991
ANDRÉ MACH

Le Conseil national a transmis le postulat Rechsteiner (ps, SG) qui invite le Conseil fédéral à étudier systématiquement **l'impact des mesures de politique étrangère et de politique économique extérieure sur le développement**; chaque message, du Conseil fédéral concernant ce sujet devra comporter un chapitre consacré à l'avis du gouvernement à cet égard.³

Politique économique extérieure

POSTULAT
DATE: 22.03.1984
JEAN-FRÉDÉRIC GERBER

La part des **exportations d'armements** sur le total des ventes de marchandises suisses à l'étranger n'a cessé de s'amenuiser au cours de ces dernières années. En 1984, sa quote-part ne représentait plus que le 0.65 pourcent, alors qu'en 1982, elle se situait encore à 0.89 pourcent. Le dossier controversé du Pilatus PC-7 turbo-traînée a rebondi à la suite de la publication de documents confidentiels de la fabrique de Stans, donnant des indications détaillées sur les possibilités de transformer cet appareil en un avion de combat. Tout en s'opposant à un postulat (Po. 83.522) du conseiller national Bäumlin (ps, BE) chargeant les autorités de modifier l'ordonnance sur le matériel de guerre, afin de soumettre à autorisation les ventes à l'étranger d'avions légers, le Conseil fédéral a indiqué que l'éventuelle militarisation du PC-7 pourrait l'inciter à durcir les conditions de son exportation. Une commission d'enquête a d'ores et déjà été instituée par le DMF pour faire toute la lumière sur cette affaire.

Le Conseil fédéral entend par ailleurs réglementer davantage les **livraisons de matériel destiné à des installations nucléaires**. Pour la Suisse, qui a ratifié le Traité de non

prolifération des armes nucléaires en 1977, il s'agit de ne pas fournir de matériel aux pays refusant le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Pour compléter les mesures de contrôle en vigueur, le gouvernement a modifié l'ordonnance qui règle ces opérations. Elle soumet, entre autres, les industriels à l'obligation d'annoncer certaines exportations destinées à l'enrichissement ou au retraitement du combustible nucléaire. Enfin, un accord de coopération sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire a été signé entre la Suisse et l'Égypte. Cet accord-cadre donnera à l'industrie suisse d'exportation la possibilité de participer avec d'autres pays à la réalisation d'un vaste projet nucléaire.⁴

POSTULAT
DATE: 06.03.1990
BRIGITTE CARETTI

La chambre du peuple refusa, lors de ce même débat, **une motion de la minorité de la commission de gestion (88.231)**, qui demandait une révision de la loi sur le matériel de guerre tenant compte des appréciations faites par la commission dans son rapport. De cette dernière, le **Conseil national** transmit les deux postulats relatifs (90.001), pour le premier, aux mesures à prendre afin de lutter contre le crime organisé au niveau international et, pour le second, à l'extension du champ d'application de la loi fédérale sur le matériel de guerre au courtage en la matière. Il transforma en un postulat une motion du groupe socialiste souhaitant aussi un élargissement de cette norme (89.838).⁵

POSTULAT
DATE: 18.09.1991
ANDRÉ MACH

Le postulat Braunschweig (ps, ZH), demandant au Conseil fédéral de mettre au point des procédures de vérification de l'application du traité sur les armes biologiques et toxiques, a été refusé par le Conseil national.⁶

POSTULAT
DATE: 19.03.1993
AUTOR UNBEKANNT

Le Conseil national a transmis un postulat Haering-Binder (ps, ZH) qui invite le Conseil fédéral à fournir régulièrement au parlement des renseignements détaillés sur les **exportations** et le transit de marchandises et de technologies dans le domaine des **armes ABC**.⁷

POSTULAT
DATE: 16.12.1994
LIONEL EPERON

Le Conseil national a transmis le **postulat Zbinden (ps, AG)** invitant le Conseil fédéral à prendre les mesures qui s'imposent afin que la **GRE** ne serve pas à couvrir les paiements de pots-de-vin.⁸

POSTULAT
DATE: 21.12.1995
LIONEL EPERON

Le Conseil national a transmis un postulat Raggenbass (pdc, TG) priant le gouvernement d'élaborer, à l'intention des représentations diplomatiques et consulaires, des lignes directrices visant à **promouvoir l'économie nationale** et le pôle d'attraction que constitue la Suisse.⁹

POSTULAT
DATE: 17.06.2005
ELIE BURGOS

Le conseiller national Gerhard Pfister (pdc, ZG) a déposé en début d'année un postulat relatif à un accord de libre-échange avec les États-Unis. Le député sollicitait du gouvernement la rédaction d'un **rapport sur un éventuel accord**, dans lequel seraient mis en évidence les avantages et les inconvénients pour la Suisse et son économie, ainsi que les conséquences sur les relations de la Suisse avec l'UE, d'une part, et avec l'OMC, d'autre part. La discussion sur cet objet a finalement été renvoyée, le député Geri Müller (pe, AG) ayant fait opposition.¹⁰

POSTULAT
DATE: 23.06.2006
ELIE BURGOS

Le Conseil national a adopté un postulat Hutter (udc, SG), qui demandait au gouvernement d'exposer au parlement de quelle manière la **marque suisse** (« Made in Switzerland ») pourrait être mieux protégée. La démocrate du centre, soulevant le fait que de plus en plus d'entreprises suisse déposaient des plaintes contre des entreprises étrangères profitant de la bonne réputation de la production suisse, a chargé le Conseil fédéral d'exposer la situation, les lacunes du droit suisse en la matière, et les mesures pouvant être prises pour remédier à ce problème.¹¹

POSTULAT
DATE: 22.06.2007
ELIE BURGOS

Sur avis favorable du Conseil fédéral, le Conseil national a adopté un postulat Maya Graf (pe, BS), qui demandait au gouvernement d'examiner les moyens d'**adapter les exigences suisses en matière de produits chimiques** à celles du règlement sur les substances chimiques adopté récemment par l'UE (règlement REACH), et de voir dans quelle mesure il y a lieu d'engager à cet effet des négociations avec cette dernière concernant la participation de la Suisse à l'exécution du règlement REACH.

Le règlement REACH (Registration, Evaluation and Authorisation of Chemicals) a été adopté par l'UE en décembre 2006, est entré en vigueur le 1er juin 2007, et sera appliqué progressivement dans les pays membres. Ce règlement améliore considérablement la protection à terme de l'homme et de l'environnement contre les produits chimiques. Il impose notamment un contrôle et une évaluation des risques pour des milliers de produits chimiques déjà sur le marché, dispositifs, aujourd'hui inexistantes, destinés à assurer la protection de l'homme et de l'environnement.¹²

POSTULAT
DATE: 21.09.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le Conseil des Etats a adopté un postulat Frick (pdc, SZ) demandant au gouvernement d'étudier la **pratique helvétique en comparaison européenne** relative à l'attribution des autorisations d'exportation de matériel de guerre. Le député a estimé que le durcissement décidé par le Conseil fédéral a créé un désavantage concurrentiel pour l'industrie de la sécurité et de l'armement suisse.¹³

POSTULAT
DATE: 18.03.2011
ANITA KÄPPELI

Im März beriet der Nationalrat ein Postulat Noser (fdp, ZH), das den Bundesrat aufforderte zu prüfen, ob der **Nutzen von Freihandelsabkommen mit verschiedenen Staaten für die Schweiz durch Kreuzkumulation** erhöht werden könnte. Die bilaterale Kumulation legt fest, dass Wertschöpfungen aus beiden Vertragsstaaten gleichgesetzt werden. Auch wenn Vormaterialien für die Herstellung eines Gutes beispielsweise nicht aus der Schweiz stammen, gilt das fertige Produkt bei der Ausfuhr als schweizerischer Herkunft und kann somit von den Tarifbestimmungen des Freihandelsabkommens profitieren. Eine Kreuzkumulation würde es möglich machen, dass diese Regeln auf die verschiedenen Freihandelspartner angewandt werden und der Nutzen dieser Bestimmung somit kumuliert wird. Der Nationalrat nahm das Postulat an.¹⁴

POSTULAT
DATE: 26.11.2014
AUDREY BOVEY

Au mois de novembre 2014, le Conseil des Etats a accepté (23 voix pour, 18 contre et 0 abstention) le postulat déposé par sa commission de politique extérieure (CPE-CE) chargeant le Conseil fédéral d'analyser les mesures judiciaires et non judiciaires mises en œuvre par d'autres Etats afin d'offrir un **accès effectif à la réparation pour les personnes victimes d'atteintes aux droits humains de la part d'entreprises situées dans un pays d'accueil**. Si la minorité Eder (plr, ZG) proposait le rejet du postulat, l'exécutif fédéral s'était, a contrario, déclaré favorable au texte.¹⁵

POSTULAT
DATE: 29.02.2016
AMANDO AMMANN

Gerhard Pfister (cvp, LU) reichte im Dezember 2014 ein Postulat zur **Prüfung der Schweizer Opportunitätsstrategie im Freihandel zwischen der EU und den USA** ein. Pfister erwartete vom Bundesrat einen Bericht, welcher die Schweizer Strategie im Fall des Zustandekommens des TTIP zwischen den USA und der EU und des TiSA aufzeigt. Da die EU und die USA die beiden wichtigsten Handelspartner der Schweiz seien, müsse diese sich hinsichtlich der neuen Freihandelsabkommen positionieren, erklärte Pfister. Er forderte eine Strategie, welche denjenigen entgegengesetzt werden kann, welche sich kritisch gegenüber einem Schweizer Zugang zum TTIP äusserten, denn dieses biete «grosse Potenziale und Opportunitäten».

In seiner Stellungnahme verwies der Bundesrat auf eine Arbeitsgruppe des Seco und zwei in Auftrag gegebene Studien, welche die Auswirkungen des TTIP auf die Schweiz evaluieren sollten. Die Strategie der Schweiz werde jedoch erst formuliert, wenn der Inhalt des TTIP bekannt sei. Ziel sei es, die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz zu erhalten und zugleich die sektorielle Entwicklung, die ökologischen Konsequenzen des Abkommens sowie die Wechselkursentwicklung zu berücksichtigen. An den Verhandlungen über das TiSA nehme die Schweiz teil, doch auch diese seien noch nicht abgeschlossen. Der Bundesrat beantragte die Annahme des Postulats.

Das Postulat wurde von Jean Christophe Schwaab (sp, VD) bekämpft, wodurch es in der Wintersession 2016 zu einer Debatte im Nationalrat kam. Postulant Pfister enervierte sich darüber, dass die Bekämpfung dieses «harmlosen» Postulats einer Gesprächsverweigerung der Gegenseite gleichkomme, denn es sei die Aufgabe des Parlaments zu diskutieren, wie man in derartigen Fragen vorgehen wolle. Jacqueline

Badran (sp, ZH) bemängelte, dass sich Pfister ausschliesslich auf die Chancen der Handelsabkommen fokussiere, obwohl diese doch für die Schweiz «massiv Schaden» mit sich bringen würden. Auch Nationalrat Schwaab, der das Postulat bekämpft hatte, äusserte seine Sorgen hinsichtlich des Schadens, den insbesondere die Schweizer Agrarwirtschaft durch das TTIP erleiden würde. Schwaab sah gar die demokratischen Grundlagen in Gefahr, denn die Schiedsgerichte, welche die Umsetzung des TTIP mit sich brächte, kämen den von der SVP so oft kritisierten «fremden Richtern» gleich. Bundesrat Schneider-Ammann forderte den Nationalrat auf, das Postulat anzunehmen, denn das TTIP werde kommen und wenn die Schweiz die Nachteile für ihre Wirtschaft gering halten wolle, so bleibe «nicht beliebig viel Zeit». Der Nationalrat nahm die mahnenden Worte zur Kenntnis und das Postulat mit 142 zu 49 Stimmen (bei 1 Enthaltung) an. Die Nein-Stimmen stammten vonseiten der Grünen, der SP und der SVP.¹⁶

POSTULAT
DATE: 18.06.2019
AMANDO AMMANN

Der Bundesrat hatte dem Parlament gegenüber die Absicht geäussert, gemäss der Forderung des Postulanten Pfisters (cvp, ZG), eine **Strategie gegenüber der TTIP zu erarbeiten**, sobald der Inhalt des Abkommens bekannt sei. Gleiches galt hinsichtlich des TiSA. Da die Verhandlungen beider Abkommen abgebrochen wurden, konnte der Forderung des Postulats nicht mehr Folge geleistet werden. Der Bundesrat beantragte daher die **Abschreibung des Postulats**. Diese erfolgte in der Sommersession 2019 durch den Nationalrat.¹⁷

POSTULAT
DATE: 20.11.2019
AMANDO AMMANN

Aufgrund der umstrittenen Auslegung des BPS im Fall der Pilatus Flugzeugwerke AG forderte Nationalrat Peter Schilliger (fdp, LU) im September 2019 mittels Postulat mehr **Rechtssicherheit für die Exportwirtschaft**. Der Bundesrat solle prüfen, wie die Situation bezüglich der abweichenden Auslegung des Gesetzes innerhalb der Verwaltung korrigiert werden könne. Laut Schilliger fasse die Verwaltung das Gesetz anders auf, als es das Parlament bei dessen Verabschiedung beabsichtigt hatte. Zudem ergäben sich Widersprüche im Zusammenhang mit dem Güterkontrollgesetz, gemäss welchem gewisse Servicedienstleistungen direkt mit Exporten bewilligt werden. Der Bundesrat beantragte die Annahme des Postulats, da sich seit Februar 2019 bereits eine interdepartementale Arbeitsgruppe mit der Frage beschäftigte, ob beim Vollzug des BPS oder beim BPS selbst Anpassungen nötig seien. Der Nationalrat nahm das Postulat in der Wintersession desselben Jahres einstimmig an.¹⁸

POSTULAT
DATE: 26.08.2020
AMANDO AMMANN

Lukas Reimann (svp, SG) reichte im Mai 2020 ein Postulat ein, um die **Auslandsabhängigkeit der Schweiz zu vermindern**, damit diese souveräner und krisenresistenter werde. Er forderte vom Bundesrat einen Bericht über den «Stand der Ausland-Abhängigkeit» der Schweiz und mögliche Massnahmen zur Verminderung ebenjener. Laut Reimann habe die Covid-19-Pandemie aufgezeigt, wie abhängig man von ausländischen Lieferketten sei, weshalb viele Unternehmen nun auf lokale Lösungen umstellen wollten. Dieses Umdenken müsse auch beim Bund stattfinden, so der SVP-Nationalrat. Die zu prüfenden Bereiche umfassen: die Nahrungsmittelversorgung; die Strom- und Wasserversorgung; unabhängige Daten und Kommunikationsnetze; die Unabhängigkeit von Währung und Nationalbank; die Abhängigkeit von Primärrohstoffen; die Gesundheitsversorgung und Medikamentenproduktion; Grenzkontrollen und Abhängigkeit von Zuwanderung; sowie weitere Bereiche in denen der Bundesrat Abhängigkeitsverhältnisse feststelle. In seiner Stellungnahme im August 2020 zeigte sich der Bundesrat bereit, die Bedeutung der internationalen Vernetzung für die Versorgungssicherheit zu analysieren. Für die Schweiz sei es als kleine Binnenwirtschaft aber weder möglich, noch erstrebenswert, sich in allen Bereichen autark zu versorgen. Der Bundesrat beantragte nichtsdestotrotz die Annahme des Postulats.¹⁹

POSTULAT
DATE: 28.10.2020
AMANDO AMMANN

Die APK-NR reichte im August 2020 ein Postulat ein, mit dem sie den Bundesrat damit beauftragen wollte, die Einführung von Grenzausgleichssystemem zu prüfen, um **steuerliche Anreize für einen nachhaltigen internationalen Handel** zu schaffen. Mit diesen Grenzausgleichssystemen liessen sich im internationalen Handel höhere Kosten ausgleichen, die durch die Besteuerung von umweltschädlichen Aktivitäten im Inland, beispielsweise CO₂-Lenkungsabgaben oder Pestizidsteuern, entstehen. Indem die Schweiz vergleichbare Abgaben auf den Kohlenstoffgehalt oder andere negative

Umweltauswirkungen von importierten Gütern erhebt, könne man verhindern, dass die Produktion und der Konsum von Gütern und Dienstleistungen allein aufgrund von Umweltsteuern ins Ausland verlagert würden, zeigte sich die Kommission überzeugt. Die Europäische Kommission habe im Juli 2020 bereits eine Initiative in die öffentliche Konsultation geschickt, mit der ein CO₂-Grenzausgleichssystem eingeführt werden soll. Dadurch wolle die EU verhindern, dass ihre ökologischen Ziele durch die Abwanderung von Produktionsstätten in Länder mit einer weniger strengen Klimapolitik ausgehöhlt werden. Die APK-NR führte aus, dass ein derartiges EU-Grenzausgleichssystem auch gravierende wirtschaftliche Auswirkungen auf die Schweiz hätte und man deshalb prüfen müsse, inwieweit man sich dem System der EU anschliessen könnte. Die Prüfung dieses Instruments sei aber auch darüber hinaus sinnvoll, weil die Schweiz neue Wege finden müsse, wie sie im internationalen Handel Wettbewerbsnachteile durch höhere inländische Umweltstandards und -abgaben ausgleichen könne. Der Bundesrat beantragte die Annahme des Postulats.²⁰

POSTULAT
DATE: 30.11.2020
AMANDO AMMANN

In der Herbstsession 2020 war das Postulat Reimann (svp, SG) «**Auslandsabhängigkeit der Schweiz vermindern, souveräner und krisenresistenter werden**» von Felix Wettstein (gp, SO) bekämpft worden, weshalb es erst in der Wintersession desselben Jahres im Nationalrat behandelt werden konnte. Dort plädierte der Postulant erneut dafür, dass die Schweiz sich resistenter machen müsse, um dadurch auch besser auf zukünftige Pandemien vorbereitet zu sein. Er richtete sich in seiner Ansprache vor allem an die Fraktion der Grünen und hob daher auch die Verminderung der Abhängigkeit von Primärrohstoffen hervor. Bundesrat Parmelin empfahl dem Nationalrat ebenfalls die Annahme des Postulats, weil die Covid-19-Pandemie gezeigt habe, wie wichtig die Versorgungssicherheit sei. Obwohl man in der jetzigen Krise keine ernsthaften Engpässe erlebt habe, sei der Bundesrat gewillt, aus der Krise zu lernen und notwendige Massnahmen zu ergreifen. Aufgrund verschiedener parlamentarischer Interventionen würden das BAG und das BWL Berichte erarbeiten, um das derzeitige System der Versorgungssicherheit in ihren jeweiligen Bereichen zu überprüfen. Parmelin verwies auch auf die verwandten Motionen Häberli-Koller (cvp, TG; Mo. 20.3268) und der Mitte-Fraktion (Mo. 20.3245), welche ähnliche Forderungen gestellt hatten, jedoch ohne vorhergehende Bedarfsanalyse. Der Nationalrat nahm das Postulat in einem ersten Durchgang mit 90 zu 89 Stimmen (bei 5 Enthaltungen) an, musste die Abstimmung aber aufgrund technischer Probleme wiederholen. Beim zweiten Versuch sprach er sich dann mit 87 zu 83 Stimmen (bei 17 Enthaltungen) gegen das Postulat aus. Ausschlaggebend für die Ablehnung waren die zahlreichen Enthaltungen der SP-Fraktion sowie das Umschwenken mehrerer GLP-Mitglieder.²¹

POSTULAT
DATE: 16.12.2020
AMANDO AMMANN

In der Wintersession 2020 kam das Postulat der APK-NR zur Schaffung **steuerlicher Anreize für einen nachhaltigen internationalen Handel** in den Nationalrat, wo eine Minderheit Nidegger (svp, GE) dessen Ablehnung beantragte. Der Rat folgte aber der Empfehlung der Kommissionsmehrheit und des Bundesrates und nahm den Vorstoss mit 131 zu 53 Stimmen an. Die Gegenstimmen stammten von der geschlossen stimmenden SVP-Fraktion.²²

Economie

Politique économique

Politique structurelle

POSTULAT
DATE: 11.06.2018
GUILLAUME ZUMOFEN

Hans Stöckli (ps, BE) s'est penché sur la problématique des **investissements étrangers dans des infrastructures critiques en Suisse**. Ainsi, à travers un postulat, il demande au Conseil fédéral d'étudier les outils et les bases légales existants dans d'autres pays développés. Un tel rapport fournirait un tour d'horizon des pratiques et permettrait de déterminer s'il est nécessaire d'intervenir.

Le Conseil fédéral a proposé l'adoption du postulat. La chambre des cantons l'a accepté tacitement.²³

POSTULAT
DATE: 13.02.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Alors que des pays émergents intensifient leurs politiques d'investissement dans des entreprises privées ou publiques de pays avancés, nombreux sont ceux qui pointent du doigt les risques pour la sécurité nationale et l'économie. La Suisse, qui se positionne comme une destination majeure des investissements directs étrangers, mais également comme un grand investisseur à l'étranger, n'échappe pas au débat. Le rapport sur le postulat Stöckli (ps, BE), qui répond aussi au postulat 18.3376, adresse cette problématique. Tout d'abord, le rapport précise que les autres pays européens, avec une économie comparable à l'économie helvétique, n'ont pas introduit de réglementation spécifique sur les **investissements directs étrangers**. Ensuite, sur la question de la sécurité nationale, d'un côté, la problématique n'existe qu'en cas d'investissement dans une entreprise d'importance systémique. Or, la législation en vigueur, et notamment les législations sectorielles dans les domaines des banques et infrastructures financières, permet d'écarter la grande majorité des risques. D'un autre côté, la stratégie nationale pour la protection des infrastructures critiques dresse des rapports réguliers et prend en compte la sécurité des approvisionnements. Ensuite, d'autres réglementations sont en vigueur pour les secteurs non critiques. Le rapport cite notamment la lex Koller ou encore le droit des marchés financiers. Finalement, l'argument des places de travail ou de la perte de savoir-faire n'est pas justifié selon le rapport. Il précise qu'une intervention législative s'apparenterait à une politique industrielle à tendance protectionniste, donc en inadéquation avec la stratégie économique helvétique. Au final, le rapport préconise un statu quo avec la possibilité de monitoring régulier sur la question.²⁴

POSTULAT
DATE: 18.06.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

La conseillère nationale Elisabeth Schneider-Schneiter (pdc, BS) a préconisé la rédaction d'un rapport sur les **terres rares et la planification stratégique de ces ressources**. Les terres rares regroupent différents types de métaux utilisés dans les technologies de pointe. Ce rapport doit présenter les solutions pour l'approvisionnement en matières premières pour l'industrie nationale.

Le Conseil fédéral a proposé l'adoption du postulat. Il a notamment souligné l'importance grandissante de ces métaux utilisés dans les domaines de la haute technologie et l'absence de produits de substitution. Le postulat a été adopté à l'unanimité en chambre.

Selon le rapport sur le postulat, le Conseil fédéral a considéré qu'il n'était pas nécessaire de prendre des mesures. En effet, les accords d'exportations de l'OMC avec la Chine ainsi que la diversification des ressources ont réduit les risques de pénuries. De plus, le Conseil fédéral a souligné que l'approvisionnement en matières premières relevait prioritairement du secteur privé. Finalement, le rapport a mis en évidence l'importance de la recherche et de l'innovation pour le recyclage de ces métaux rares. L'objet a été classé.²⁵

POSTULAT
DATE: 17.09.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

La chambre basse a **classé le postulat sur les investissements directs étrangers**. Il suit la recommandation du Conseil fédéral après la publication du rapport sur l'objet.²⁶

Concurrence

POSTULAT

DATE: 10.03.2016
DAVID ZUMBACH

Die Gründe für das hohe **Kosten- und Preisniveau in der Schweiz** müssten analysiert und bekämpft werden. Dieser Auffassung war der Ständerat in der Frühjarsession 2016 und überwies ein entsprechendes Postulat Fournier (cvp, VS), das ebendies forderte, mit 20 zu 12 Stimmen bei 7 Enthaltungen an den Bundesrat. Dieser war indes anderer Meinung. Die Ursachen der Hochpreisinsel seien, dank einer Vielzahl bereits vorliegender Analysen, weitgehend bekannt und angegangen worden. Es brauche folglich keine weiteren Untersuchungen zum Thema. Der Bundesrat zählt den Abbau technischer Handelshemmnisse und derjenige des Grenzschutzes im Agrarbereich, die Stärkung des Wettbewerbs im Binnenmarkt sowie ein griffiges Wettbewerbsrecht zu den Lösungsansätzen.²⁷

Ordre économique

POSTULAT

DATE: 21.03.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Selon Marco Chiesa (udc, TI), depuis le Tessin, nombreux sont ceux qui considèrent que l'accès au marché indigène pour les entreprises européennes est plus aisé que l'accès au marché italien pour les entreprises suisses. Il demande donc un rapport du Conseil fédéral sur **les conditions d'accès au marché entre la Suisse et les États limitrophes dans une perspective de réciprocité**. Un tel rapport permettrait de mettre en perspective les conditions d'accès aux marchés et de déterminer la véracité de l'impression susmentionnées.

De son côté, le Conseil fédéral propose de rejeter le postulat. Tout d'abord, il explique que le principe de réciprocité n'implique pas des conditions d'accès similaires d'un marché à l'autre, mais un traitement égalitaire de toutes les entreprises pour l'accès au même marché. Il précise donc que si des différences existent entre la Suisse et l'Italie, elles sont peut-être dues uniquement au système administratif de ces deux espaces économiques, et ne provoquent pas nécessairement une discrimination. Ensuite, il rappelle que le Conseil fédéral publie chaque année un rapport sur le commerce extérieur qui traite des conditions d'accès aux marchés.

Le Conseil national a adopté le postulat par 128 voix contre 56. Le camp bourgeois a imposé sa volonté.²⁸

1) AB NR, 2020, S. 1141; Po. 19.4628

2) BO CN, 2014, p. 1276; Motion Aeschi

3) BO CN, 1991, p.1343s.

4) BO CN, 1994, p. 388 s.; RO, 1984, p. 209 ss.; Suisse, 22.2.84; TA, 27.6.84; 10.11.84; LM, 27.7.84; L'Hebdo, 2.8.84; TAM, 3.11.84; 24 Heures, 14.11.84.

5) BO CN, 1990, p.250ss.; Presse du 8.3.90.

6) BO CN, 1991, p.1511ss.

7) BO CN, 1993, p. 590

8) BO CN, 1994, p. 2478 s.

9) BO CN, 1995, p. 2699 s.

10) BO CN, 2005, p. 952.

11) BO CN, 2006, p. 1116.

12) BO CN, 2007, p. 1144.

13) BO CE, 2010, p. 861.

14) AB NR, 2011, S. 533.

15) BO CE, 2014, p. 1043 ss.

16) AB NR, 2015, S. 571; AB NR, 2016, S. 11 ff.; Cottier et al. (2014). Potential Impacts; Po. 14.4186

17) BBI, 2019, S. 2976

18) AB NR, 2019, S. 2432

19) Po. 20.3433

20) Po. 20.3933

21) AB NR, 2020, S. 1896; AB NR, 2020, S. 2109 f.

22) AB NR, 2020, S. 2622

23) BO CE, 2018, pp.497; AZ, 7.6.18

24) Rapport Investissements transfrontaliers et contrôles des investissements; NZZ, 12.1., 30.1.19; LT, 6.2.19; SGT, 12.2.19; SGT, TA, 14.2.19; TA, 15.2.19; AZ, 26.2.19

25) BO CN, 2010, p.1796; FF, 2019, p.2956; Rapport sur l'approvisionnement de la Suisse en terres rares du 14.12.201

26) FF, 2020, p.3263 s.

27) AB SR, 2016, S. 154 f.

28) BO CN, 2019, pp.564